

POINTS DE VENTE

TRAVAILLEURS IMMIGRES EN LUTTE



mensuel ouvrier révolutionnaire - If -

N° 15

- novembre 1977 -

**NON aux
mesures de
Stoleru !**



**REFUSONS LA DIVISION
DE LA CLASSE OUVRIERE !**

POINTS DE VENTE

Librairie du cinéma 14 juillet : 4 Bd Beaumarchais, 11ème.
 Librairie arabe : 2 rue St Victor, 5ème.
 Tiers Mythe : 21 rue Cujas, 5ème. - . La commune : 11 rue Barraud, 13ème.
 Librairie Rouge : 10 impasse Guéménée, 4ème.
 Présence africaine : 16 rue des écoles, 5ème.
 La pochette : 5 rue Miibel, 5ème.
 Agora : 371 rue des Pyrénées, 20ème.
 Syros : 9 rue Borromée, 15ème.
 L'Hermattan : rue des 4 vents, 6ème.
 Beaux-Arts Monde : 410 rue Gay-Lussac, 6ème.
 Librairie "Le temps des cerises", 50 bd de la Madeleine, 06000 NICE.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE, S'ADRESSER A :

T.I.L.
 29 rue Descartes
 75005. PARIS.
 (Bien spécifier seulement T.I.L.)

SOMMAIRE

IMMIGRATION

- p 3, 4, 5, 6 : Non aux mesures de Stoléru : refusons la division de la classe ouvrière !
 p 6, 7 : Argenteuil : organisons-nous contre les racistes !
 p 8 : Sonacotra : Un jugement révélateur !

ALGERIE

- p 9 : Production : N'augmentons pas les profits de la bourgeoisie !
 p 10 : 1er novembre : ce n'était pas une révolution prolétarienne.
 p 11, 12, 13 : Il faut construire le parti ouvrier communiste !

INTERNATIONAL

- p 13, 14 : Sahara occidental : la guerre au Maghreb, une éventualité ?
 p 15 : OUA : Le Polisario recherche avant tout l'appui des bourgeoisies africaines.

QUI SOMMES-NOUS : dernière page.

Au mois de septembre, le gouvernement français a annoncé trois mesures contre l'immigration :

- L'interdiction de l'immigration familiale pour une durée de trois années.
- Extension de l'offre du million à tous les travailleurs immigrés ayant travaillé au moins cinq ans en France.
- Plus de renouvellement ni de délivrance de cartes de travail à partir du 1er octobre.

En fait, ces mesures ne représentent autre chose que le souci pour la bourgeoisie française, de faire croire aux travailleurs français qu'elle s'occupe de résorber le chômage, ainsi que sa volonté de diviser la classe ouvrière pour pouvoir exploiter davantage les travailleurs.

- Devant ces attaques, quelles sont les réactions des travailleurs immigrés ?

Fréquemment, la propagande gouvernementale pour les mesures de Stoléru, provoque des réactions chauvines chez les travailleurs immigrés. Ils considèrent tous les Français comme nos ennemis, ne faisant aucune différence entre les exploiters et les exploités, entre les patrons et les travailleurs.

De même, certains d'entre nous disent qu'ils ne peuvent rien : "Nous ne pouvons rien faire, c'est à nos gouvernements de nous défendre".

Alors, que peut-on faire ? Doit-on considérer les travailleurs français comme nos ennemis ? Ne peut-on nous défendre nous-mêmes ? Nos gouvernements peuvent-ils annuler les mesures racistes de Stoléru et le feront-ils ? Nous laisserons nous renvoyer sans qu'aucun de nos droits les plus élémentaires ait été respecté ?

- Nos gouvernements nous défendront-ils ?

Ils ne feront rien ! Nous avons eu l'occasion de voir ce qu'ont fait les différentes amicales (algérienne, marocaine,...) pour les travailleurs immigrés, par exemple à la Sonacotra... Nous les avons vu aussi à l'oeuvre, brisant les grèves et attaquant même les grévistes à coup de barres de fer, à Marseille en 1973.

Comment l'Etat tunisien nous aiderait-il, alors qu'il fait tirer sur les travailleurs, dont le seul tort a été de revendiquer du pain ?

Comment Hassan II nous aiderait-il, alors qu'il fait tirer sur les paysans qui ne veulent pas se laisser arracher leurs terres par de gros propriétaires fonciers ? Alors que les prisons où se

pratiquent les tortures, se multiplient au Maroc, voudrait-on nous faire croire que le roi et ses sbires défendraient les travailleurs immigrés ?

Comment Boumediène nous aiderait-il, alors qu'au pays nous n'avons le droit ni de faire grève ni de manifester. Nous savons tous qu'il nous faut systématiquement baisser la voix et faire attention pour critiquer le régime.

Comment nous aiderait-il, alors que les grévistes se font arrêter et tabasser dans les commissariats, alors que les étudiants qui contestent sont envoyés dans les bataillons disciplinaires ?

Comment la bourgeoisie algérienne nous aiderait-elle, alors qu'elle n'a pas augmenté les salaires des ouvriers pendant dix ans et qu'il a fallu que les travailleurs la fassent céder en déclenchant une série de grèves cet été ?

Nos gouvernements ne feront rien ! Ils ne voudront pas s'affronter à la bourgeoisie française. Tout ce qui les intéresse, ce sont les devises que nous leur procurons en envoyant de l'argent à nos familles. Et même si l'expulsion d'une partie d'entre nous fera rentrer moins de devises dans leurs caisses, leurs intérêts ne sont pas complètement remis en cause. En effet, ils recevront encore une grande part de l'argent qu'ils recevaient auparavant. Aussi feront-ils quelques déclarations et articles alarmés, comme le fait actuellement El Moudjahid, mais ils n'iront jamais plus loin.

- Est-ce que les travailleurs français sont nos ennemis ?

Les patrons veulent justement arriver à diviser les ouvriers, en essayant de faire naître le racisme et le chauvinisme, de même que les gérants dans les foyers, ont toujours tenté de diviser les travailleurs de différentes nationalités.

Qui sont nos ennemis ? ... Qui décide des mesures prises contre les travailleurs immigrés ? Qui licencie ? Qui nous fait dormir dans des foyers prisons ou nous envoie les flics armés jusqu'aux dents, quand nous occupons nos usines ? C'est la bourgeoisie qui est responsable de ces attaques contre la classe ouvrière.

Les travailleurs qui peuvent avoir des réactions racistes ou chauvines, ne sont que trompés par la monstrueuse propagande du gouvernement contre les étrangers.

Non ! les travailleurs français ne sont pas nos ennemis. Nos intérêts sont les mêmes !

Dans les usines, par exemple, s'il n'y a pas l'unité de tous les ouvriers dans la grève, quelque soit leur nationalité, le mouvement est voué à l'échec.

....

- Mais alors, comment riposter ?

Il nous faut riposter tous unis ! Les patrons veulent diviser les travailleurs français et immigrés : ne tombons pas dans le piège !

CHACUN DE NOUS A LE DEVOIR D'EXPLIQUER AUTOUR DE LUI ET A TOUS, CE QUE VEUT FAIRE LE GOUVERNEMENT.

Dès qu'un camarade est touché par les mesures d'expulsion de Stoléru :

- A l'usine, nous devons nous mettre en grève
- D'une façon générale, nous devons faire le maximum d'agitation, pour que le gouvernement n'applique pas ces mesures unément et pour que l'expulsion de chaque travailleur ne passe pas pour un cas isolé.

Organisons des rencontres entre usines, chantiers et autres secteurs, pour avoir des informations, échanger nos expériences, impulser notre unité et notre solidarité !

Organisons des réunions en usine qui regroupent des travailleurs français et immigrés. Faisons pression sur les syndicats, pour qu'ils appellent eux aussi à ces réunions. Mais il faut compter avant tout sur notre propre mobilisation ; car nous avons vu que les syndicats ne se pressent jamais pour nous aider à nous organiser.

Il est absolument nécessaire que toutes les organisations révolutionnaires françaises mettent en oeuvre tous leurs moyens pour concrétiser l'unité entre les travailleurs immigrés et français.

Nous devons comprendre la gravité de ces attaques du gouvernement contre la classe ouvrière. Cela nous concerne tous : nous devons tous nous mobiliser.

Contre les mesures de Stoléru :

TRAVAILLEURS FRANCAIS ET IMMIGRES : UNITE !

Le comité de coordination des foyers Sonacotra en grève, appelle à une manifestation contre les mesures de Stoléru le 5 novembre 1977 à Barbès. Nous nous joignons entièrement à cette initiative. Nous appelons donc toutes les organisations révolutionnaires à se joindre à cet appel.

Mais nous tenons néanmoins à dire qu'une manifestation ne suffira pas à résoudre nos problèmes, et qu'il est nécessaire d'engager une lutte résolue et suivie contre les manoeuvres de division raciste de la bourgeoisie.

TOUS A LA MANIFESTATION SAMEDI 5 NOVEMBRE A BARBES !

ARGENTEUIL

Organisons - nous

contre les racistes !

Lundi 21 septembre au matin, cinq individus en voiture se sont attaqués à un travailleur immigré de 51 ans, résidant au foyer Sonacotra, avenue du Parc à Argenteuil, alors qu'il se rendait à son travail. Trois d'entre eux, armés de gourdins l'ont sauvagement frappé : ils lui ont cassé le bras avec lequel il se protégeait et fracturé le crâne.

Ce travailleur a finalement réussi à leur échapper, le crâne ouvert et le bras cassé, en se trainant jusqu'à son foyer.

Les racistes l'ont poursuivi jusqu'à chez lui en tentant de l'écraser....

Le jour même, un peu plus tôt, un travailleur portugais a été attaqué également par une bande raciste, sans doute la même bande, qui lui a ouvert la tête; ils lui ont volé 2 300 francs.

A cela s'ajoute une série d'incendies criminels de foyers de travailleurs immigrés (rue Semonaise, rue Sedaine ...) qui se multiplient ces derniers temps.

Cette triste et scandaleuse réalité montre parfaitement la cohésion entre l'Etat bourgeois et ces barbouzes racistes qu'il laisse faire en toute impunité : les ministres passent des lois pour renvoyer les travailleurs immigrés dans leurs pays, et dans la rue, les flics et les bandes racistes se chargent de mettre "en pratique" la politique de la bourgeoisie, en tabassant, humiliant ou attaquant à coups de barre de fer les travailleurs immigrés ! En fait, les crimes racistes ou les "bavures" des flics sont les conséquences directes de la scandaleuse exploitation exercée par le gouvernement français contre les travailleurs étrangers.

Par ailleurs, nous n'avons presque aucune possibilité d'appeler aux tribunaux : devant la justice de classe, nous ne pouvons rien attendre de ces juges plus prêts à légitimer les bavures des policiers, qu'à poursuivre les criminels racistes !

C'est pourquoi il faut riposter d'une manière organisée :

- dans la rue, il est préférable dans la mesure du possible de sortir en groupe pour pouvoir riposter en force aux attaques racistes éventuelles.

→ brisons le mur du silence fait autour de ces exactions et prévenons tout le monde, de façon à pouvoir envisager ensemble comment riposter, et à montrer que ces faits ne sont pas isolés, mais qu'ils s'inscrivent dans la campagne raciste faite par le gouvernement.

Par ailleurs, ceux qui habitent dans les foyers doivent s'organiser de manière à être immédiatement au courant, dès qu'il se produit une attaque de commandos racistes, afin de pouvoir se défendre. Pour cela, ils doivent former un comité de résidents, composé de un ou plusieurs délégués pour chaque salle. Ainsi, au moindre danger, nous pourrions riposter efficacement.

Pendant les réunions, discutons en détail les revendications à formuler à la Sonacotra en ce qui concerne la sécurité dans les foyers, contre les incendies.

SONACOTRA

Un jugement révélateur

Le 11 juin 1976, le comité de coordination des foyers Sonacotra en grève, déposa plainte contre la Sonacotra pour hausse de prix illicite. Il reprochait à la Sonacotra d'avoir augmenté le coût de location des chambres, alors que cela est interdit par des arrêtés du ministère des finances.

La justice n'a pas pu contester qu'effectivement des augmentations de loyer eurent lieu dans de nombreux foyers. Mais lors du jugement au tribunal, cela ne suffit pas.

La Sonacotra put s'en tirer en prétextant que les redevances exigées des résidents ne sont pas des loyers, mais... une participation aux frais de gestion. Bonnet blanc et blanc bonnet; voilà comment, quand on a la bienveillance des juges, par un jeu de mots, on peut tirer son épingle du jeu. Il suffit de remplacer "loyers" par "participation aux frais de gestion".

C'est ainsi que le tribunal a donné raison à la Sonacotra contre les résidents !

Même si tout n'est pas terminé, les avocats du comité de coordination ayant fait appel, ce qui vient de se passer doit nous servir de leçon. Ce jugement rendu par le tribunal de Paris nous montre comment les bourgeois peuvent sans difficulté tourner leurs propres lois.

Nous ne devons jamais oublier que la justice est aux mains des bourgeois, et qu'ils en font ce qu'ils veulent ou presque.

Par ailleurs, ce qui vient de se passer doit nous éclairer sur la façon dont nous devons mener notre lutte, c'est-à-dire sans compter sur la justice, et sans croire que les avocats peuvent remplacer la mobilisation des travailleurs.

C'est sur nous-mêmes que nous devons compter et considérer les actions en justice comme un moyen de lutte accessoire.

Algérie

N'augmentons pas les profits de la bourgeoisie -

Comme il fallait s'y attendre, la bourgeoisie algérienne passe à la contre-attaque. Elle veut récupérer ce que les travailleurs lui ont arraché par la force : l'augmentation des salaires. C'est le but de la campagne menée sur le thème de "l'élévation de la production".

Avec l'augmentation des salaires, explique-t-elle, la consommation de la population devient plus grande et il faut, pour la satisfaire, augmenter la production.

Ce n'est là qu'un tour de passe-passe. Car la satisfaction des besoins des masses populaires n'a jamais préoccupé la bourgeoisie. Bien au contraire elle fait tout pour restreindre leur consommation. Exporter le maximum de marchandises, à cause des devises que ça lui rapporte, a toujours été sa politique. Et aujourd'hui, une élévation de la production n'implique pas pour les travailleurs un meilleur niveau de vie : ce que cherche la bourgeoisie, c'est faire trimer davantage les travailleurs pour en tirer plus de profits.

Car élever la production veut dire pour les travailleurs : travailler plus. Mais travailler plus en gardant le même salaire signifie en fait une diminution de leurs salaires : ils produisent plus de richesses alors que leurs salaires restent les mêmes.

C'est de cette façon que la bourgeoisie entend compenser les augmentations de salaires qu'elle a été obligée d'accorder : reprendre d'une main ce qu'elle lâche de l'autre.

Comme on le voit, la bourgeoisie ne cessera pas de nous attaquer et de tenter de nous exploiter plus. Dans la lutte qui nous oppose à elle, il n'y a pas de répit.

La seule façon pour nous de résoudre le problème, c'est d'en finir une fois pour toutes avec les exploiteurs.

1er novembre :

Ce n'était pas
une révolution prolétarienne

Il y a maintenant 23 ans, c'était le déclenchement de la lutte de libération nationale. De cette insurrection armée, les masses laborieuses attendaient beaucoup. Elles espéraient la fin de leur exploitation, ou tout au moins une vie meilleure.

Aujourd'hui, en 1977, nous devons constater que cet espoir est loin d'avoir été réalisé.

Pour comprendre pourquoi cette insurrection n'a pas mis fin à l'exploitation des travailleurs, il nous faut revenir sur la nature de l'organisation qui était à la tête de ce mouvement, le FLN. Le FLN, (Front de Libération Nationale), comme son nom l'indique, était un front, c'est-à-dire une organisation qui avait accueilli en son sein toutes les tendances du mouvement nationaliste, des anciens "messalistes" du MTLD, qui sont à la base de la création du FLN, jusqu'aux bourgeois les plus pourris, tels que Ferhat Abbas, en passant par les non moins pourris Oulémas.

Ce sont ces différentes organisations bourgeoises qui prirent la direction de la lutte. Les paysans pauvres et la classe ouvrière, dans l'insurrection, n'ont eu d'autre rôle que celui de servir de chair à canon.

Le programme du FLN était aussi significatif que la composition sociale de sa direction. Il se limitait en effet, à l'indépendance nationale. C'est-à-dire à quelque chose en qui n'importe quelle fraction de la bourgeoisie pouvait se reconnaître.

Le FLN ne se préoccupait nullement des intérêts propres des travailleurs, pas plus qu'il n'envisageait de laisser la moindre parcelle de pouvoir aux masses laborieuses.

Cela a conduit, naturellement, à la situation que nous connaissons aujourd'hui : à une société où la bourgeoisie est la classe dominante.

Cela ne veut pas dire maintenant que tout est perdu pour les travailleurs : au contraire, les possibilités actuelles d'en finir avec la société d'exploitation sont encore plus grandes, ne serait-ce que parce que les forces du prolétariat ~~se~~ sont accrues. Mais c'est justement le rôle des révolutionnaires de faire en sorte que les travailleurs ne se mettent pas à nouveau à la remorque des bourgeois nationalistes, et luttent de façon autonome pour leurs intérêts propres.

IL FAUT CONSTRUIRE

LE PARTI OUVRIER

COMMUNISTE !

Les travailleurs algériens ont participé à la lutte de libération nationale. Ils l'ont fait dans l'espoir qu'après le départ des colonialistes, c'en serait fini de l'esclavage et de leur oppression. Nous avons chassé les Bigeard et les Massu, nous ne sommes plus des sujets de second ordre de l'impérialisme français ; le colonialisme a été défait, mais actuellement nous vivons sous la botte de notre propre bourgeoisie, sous la botte de ceux qui se présentaient à nous comme des alliés.

Des travailleurs ont donné leur vie à l'occasion de la lutte de libération nationale ; mais ils n'ont pas combattu pour leurs propres intérêts. Ils ont servi de marche-pied à la bourgeoisie algérienne.

Est-ce que ça doit toujours être ainsi ? Est-ce que c'est inévitable ?

Non ! Les travailleurs ont montré qu'ils étaient capables en bien des occasions de lutter pour leurs propres intérêts. D'ailleurs, les dockers, les cheminots, les éboueurs sont entrés en grève ces derniers temps, et il y a eu tellement de luttes dans tout le pays, que la bourgeoisie a dû céder et augmenter les salaires.

Dans l'immigration aussi, les travailleurs algériens, avec leurs camarades d'autres nationalités, se sont réveillés ces dernières années, et ce furent les grandes mobilisations de 1973 contre le racisme, et plus récemment, la Sonacotra, les nettoyeurs du métro, et d'autres combats.

Mais est-ce que ces luttes, même si elles s'intensifiaient, déboucheraient sur un régime favorable aux travailleurs ? Est-ce que le courage et la détermination des travailleurs suffiront pour renverser la bourgeoisie ?

En tout cas, si l'on se réfère à l'histoire du mouvement ouvrier, on apprend que même dans des cas comme celui de la révolte des ouvriers de Hongrie en 1956, où ceux-ci avaient fait preuve d'un courage et d'une faculté de s'organiser eux-mêmes admirables, la classe ouvrière n'a pas pu s'emparer du pouvoir. Elle n'a même pas clairement lutté pour le prendre.

De fait, si le courage, l'esprit de sacrifice et la détermination sont nécessaires et indispensables, ils ne peuvent remplacer l'expérience et l'organisation.

.../...

Et justement, le seul exemple de triomphe du prolétariat, même s'il ne dura pas longtemps, eut lieu en Russie en 1917, alors que les travailleurs avaient réussi à se donner un parti (le parti bolchévique), composé de militants aguerris et lucides. C'est donc de cet exemple que nous devons nous inspirer.

En effet, pour maintenir l'oppression des travailleurs, les capitalistes disposent de beaucoup de moyens. Prenons l'exemple de notre bourgeoisie (qui n'est pas un cas particulier, mais comme nous la connaissons mieux...) : si nous refusons de nous soumettre et de courber l'échine, elle peut, comme lors de la révolte de Aïn El Beida, nous envoyer ses flics, ses gendarmes, ses militaires, qui essaieront de nous remettre au pas par la force.

Elle peut aussi utiliser la démagogie et le mensonge. A la grève des dockers, Boumediène s'est déplacé et a essayé de dévoyer la lutte des travailleurs en leur faisant des promesses, etc...

Comme on peut le constater, la bourgeoisie dispose d'hommes, flics, militaires, hommes politiques, dont la tâche consiste à sauvegarder le système capitaliste.

En fait, pour pouvoir affronter avec une quelconque chance de succès la bourgeoisie, avec ses hommes politiques, ses appareils répressifs, etc..., la classe ouvrière doit, elle aussi, disposer d'une organisation.

Cette organisation, l'avant-garde, le parti de la classe ouvrière, doit être composée des travailleurs les plus conscients, ainsi que de ceux qui se seront montrés capables de se battre effectivement pour le camp du prolétariat.

Ces militants, hommes et femmes, seront sélectionnés dans les luttes, et devront être contrôlés et jugés sur leur aptitude à servir leur classe.

Si le parti doit être la direction consciente de la classe ouvrière, il ne pourra en aucun cas se substituer à elle, car rien ne pourra remplacer l'action des masses elles-mêmes. D'autre part, il ne pourra représenter l'avant-garde réelle des travailleurs que s'il se situe à l'intérieur de leurs luttes.

Il faudra ainsi à la classe ouvrière algérienne une organisation de militants qui consacrent l'essentiel de leur temps à l'activité politique. Ceci est une condition indispensable dans la lutte que nous menons, parce qu'en face de nous, la bourgeoisie aligne des professionnels en tout genre, que ce soit des politiciens pour nous rouler, des flics et des militaires pour nous réprimer : il est nécessaire, si nous voulons tenir le coup, que nous ne fassions pas les choses à la légère, et que nous ne soyons pas des amateurs. Il nous faudra des militants conscients et disciplinés, ceci d'autant plus que nous devons militer dans l'illégalité.

.../...

Il faut aux travailleurs algériens une organisation strictement centralisée : la centralisation, tout comme la discipline, est une nécessité impérative pour que l'organisation ne soit pas un ensemble d'individus qui s'agitent dans tous les sens, mais un ensemble cohérent qui pourra se mobiliser rapidement, et sur une même orientation.

Cela multipliera l'efficacité de chaque individu, ou de chaque groupe de militants. Mais cette centralisation n'est pas celle de l'armée. Elle doit être basée sur la conscience des militants et leur compréhension des nécessités.

Enfin, il est nécessaire de souligner que la tâche prioritaire des révolutionnaires dans la période actuelle, en Algérie comme dans l'immigration, est de construire un parti ouvrier, communiste, afin de donner des perspectives réelles aux travailleurs, et de s'opposer d'une façon conséquente à la dictature de la bourgeoisie bureaucratique.

international

SAHARA OCCIDENTAL

La guerre au Maghreb, une éventualité ?

Plus le temps passe, et plus sur le plan militaire au Sahara, Hassan et Ould Daddah subissent des revers. Plus le temps passe, plus ces revers ébranlent les régimes marocains et mauritaniens déjà chancelants. Sachant cela, on ne peut que se demander comment cela va finir.

L'annexion du Sahara Occidental devait permettre à la bourgeoisie marocaine l'exploitation des immenses richesses de celui-ci. Mais les combattants sahraouis ont réduit à néant ce projet de rapine.

Un autre objectif du régime marocain était de détourner l'attention des masses de leur misère. Cet objectif a été en partie atteint au début de l'affaire du Sahara, d'autant plus que toute l'opposition marocaine, à quelques groupes près (Ilaal Amam), a soutenu avec ferveur l'expédition annexionniste du roi.

.../...

Mais le subterfuge qu'a utilisé Hassan II commence à être compris des travailleurs marocains, surtout quand ils ont vu que, de toute façon, la colonisation du Sahara ne les soulagerait pas de leur misère. Bien au contraire, ce sont eux qui se font tuer, ce sont eux qui payent la guerre, ...tout cela pour le roi...

A cela s'ajoute les revers militaires : en effet, tous les observateurs, quels qu'ils soient, s'accordent pour dire que sur le terrain, l'armée maroco-mauritanienne est complètement démoralisée et apparemment complètement inefficace. Les déserteurs ne se comptent plus, et il est même question de mutinerie dans le Sud marocain (Smara, Tan Tan, Sidi Ifni, ...).

Et tant que les combattants auront la possibilité d'avoir des bases arrières en Algérie, la situation militaire ne changera pas, à moins d'une attaque de ces bases par l'armée maroco-mauritanienne ; ce qui signifierait une guerre du Maroc et de la Mauritanie contre l'Algérie. Un tel conflit n'est pas complètement impossible, et une fois de plus, ce seraient les travailleurs qui en feraient les frais.

Les révolutionnaires doivent donc, quel que soit leur pays, dire que ce ne peut être que les travailleurs qui paieront les pots cassés, parce que la guerre, quel que soit leur camp, ne leur apportera rien.

Fidèles à une tactique déjà éprouvée par les révolutionnaires russes, (les bolchéviks), ils dénonceront la guerre que se livreront les bourgeoisies comme une guerre de rapine. Ils devront tout faire pour que le prolétariat de leur pays lutte pour ses intérêts de classe particuliers, qui ne sont pas ceux de la bourgeoisie.

Les révolutionnaires devront expliquer que, dans de telles circonstances, il n'est point de salut pour les masses hors du renversement de "leurs" gouvernements respectifs, et que les difficultés rencontrées par ces gouvernements dans la guerre, doivent être exploitées à cette fin.

Ils devront expliquer aux travailleurs que pour parvenir à une paix sans annexions, sans pillage, sans oppression des nations, ils doivent être partisans de la guerre civile contre les gouvernements et les bourgeoisies.

Les révolutionnaires doivent démasquer tous les opportunistes, toutes les variétés de nationalistes, de chauvins, qui trompent les masses et veulent les assujettir aux capitalistes en prétextant la défense de la "patrie". Au mot d'ordre "Défense de la patrie", les révolutionnaires doivent opposer le mot d'ordre marxiste et seul véritablement prolétarien :

"LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS DE PATRIE"
 "PROLÉTAIRES DE TOUTS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !"

OUA

Le Polisario cherche avant tout
l'appui
des bourgeoisies africaines

Voilà plus d'un an que le sommet de l'OUA qui doit réunir les bourgeoisies africaines pour régler le conflit du Sahara Occidental est ajourné et remis sans cesse. Les classes dominantes africaines se renvoient la balle, et aucune ne veut réunir le sommet dans son pays ...

Pourtant, les dirigeants du Front Polisario avaient mis un certain espoir dans les capacités de l'OUA : ils souhaitent en effet que les bourgeoisies africaines condamnent les annexionnistes marocains et mauritaniens et reconnaissent en même temps le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, ainsi qu' la légitimité du Polisario comme couche dirigeante.

Voilà qui, en tout cas, est très significatif de la part du Front Polisario : il préfère en effet rechercher l'appui des bourgeoisies, plutôt que de compter avant tout sur les forces du peuple sahraoui, des travailleurs marocains, mauritaniens et algériens, et d'appeler à leur unité !

C'est que contrairement à ce que pense le Polisario, le peuple sahraoui n'a rien à attendre de l'OUA ni des dictateurs sanguinaires qui y siègent : Mobutu, Amin Dada, etc...

Seule l'alliance des masses laborieuses sahraouies, marocaines, mauritaniennes et algériennes pourrait à l'heure actuelle leur permettre de sortir de ce conflit.

QUE SOMMES-NOUS ?

Ce bulletin ronéoté est la publication d'un groupe de militants révolutionnaires algériens, fraction du mouvement communiste international. Il se veut un trait d'union entre la réalité que vivent les travailleurs dans l'immigration et celle du pays d'origine. Il se veut aussi un moyen de contact avec les camarades qui se fixent les mêmes objectifs que nous.

- Notre but est la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature du prolétariat et l'abolition de l'esclavage salarié. La dictature de la classe ouvrière à la tête des paysans pauvres et des travailleurs agricoles doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse. Elle n'a rien de commun ni avec un capitalisme d'Etat, - solution de survie pour le Capital -, ni avec la fausse démocratie bourgeoise, - cette forme hypocrite de la domination des capitalistes -, avec son égalité formelle. Mais les conseils ouvriers, manifestation directe de la démocratie prolétarienne, sont l'image concrète du pouvoir des travailleurs.

- L'organisation des révolutionnaires doit jouer un rôle moteur dans la généralisation des luttes contre le Capital, et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

- Les travailleurs n'ont pas de patrie. Les frontières sont le cadre de leur exploitation. La société communiste ne peut se construire dans un seul pays. L'émancipation des travailleurs exige l'unité internationale des prolétaires, et la conscience de leurs intérêts de classe par delà les limites nationales. Il n'y a pas, actuellement, de pays socialiste au monde.

- Il est nécessaire, pour nous démarquer de certains courants maoïstes, staliniens et réformistes de toute teinte, de souligner que la révolution communiste ne pourra se réaliser que sous la direction consciente du prolétariat, et qu'une lutte de libération nationale ne saurait remplacer une révolution prolétarienne, cette dernière réalisant seule les intérêts de classe du prolétariat.

"QUE LES CLASSES DOMINANTES TREMBENT
DEVANT UNE REVOLUTION COMMUNISTE.
LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A Y PERDRE
QUE LEURS CHAINES,
ILS ONT UN MONDE A GAGNER."

(("Le Manifeste Communiste"))